

Bruits de bottes aux frontières du Rwanda

Rwanda Kigali redoute une attaque d'opposants armés depuis le Kivu, avec l'aide de Kampala et Bujumbura.

La communauté internationale s'inquiète de la tension croissante aux frontières du Rwanda. Plusieurs pays invitent ainsi leurs ressortissants à la prudence s'ils se rendent au Rwanda, en particulier dans les zones frontalières avec l'Ouganda, le Burundi et le Congo. Kigali redoute en effet une attaque d'opposants armés soutenus par Kampala et Bujumbura, menée depuis le Kivu.

Après le Canada, l'Allemagne, voire la Belgique, l'Australie invite également ses ressortissants à la prudence, en particulier le long des frontières du Rwanda avec le Congo, le Burundi et l'Ouganda. Ces avertissements surviennent alors que la tension ne cesse de monter, depuis un an, entre l'Ouganda et le Rwanda.

Soutien à des groupes armés

Kigali accuse Kampala de soutenir, via son service de renseignement militaire, le CMI (Chiefdom of Military Intelligence), des combattants hostiles au président rwandais Paul Kagame.

Il s'agit de dissidents armés du FPR (Front patriotique rwandais, au pouvoir au Rwanda), regroupés autour de l'ex-général Kayumba Nyamwasa – réfugié depuis 2010 en Afrique du Sud, où il a été victime d'une tentative d'assassinat attribuée à Kigali – sous le nom de RNC (Rwanda National Congress). Ce groupe serait responsable d'attaques à la grenade dans des lieux publics au Rwanda.

Il s'est allié à ses anciens ennemis FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda, issues des génocidaires hutus) au Sud-Kivu, selon Kinshasa. Une alliance dénoncée publiquement, en janvier, par Paul Kagame, comme l'œuvre "de certains pays voisins".

Appuyées par des combattants burundais (Bujumbura entretient des relations exécrationnelles avec le Rwanda, qui accueille de nombreux réfugiés burundais fuyant les exactions de la milice du président Nkurunziza, les Imbonerakure), ces forces rwandaises anti Kagame sont regroupées dans la forêt de Bijombo, selon le rapport du 31 décembre 2018 des experts de l'Onu pour le Congo, dans le terri-

toire d'Uvira (Sud-Kivu), frontalier avec le Burundi.

Elles reçoivent via ce pays de nouvelles recrues, armes, munitions et médicaments et seraient nourries par des Banyamulenge, Tutsis congolais vivant sur les hauts plateaux du Sud-Kivu. Selon Kigali, elles sont les auteurs d'attaques enregistrées dans les forêts de Nyungwe et de la Kibira, dans la province rwandaise frontalière avec le Burundi.

En janvier dernier, le ministre congolais sortant de la Défense, Crispin Atama, avait écrit à la représentante spéciale du secrétaire général de l'Onu, l'Algérienne Leïla Zerrougui, pour demander l'appui des casques bleus à l'armée congolaise pour "contrecarrer l'élaboration de ce macabre projet qui déstabiliserait encore davantage la sous-région".

L'Ouganda informé par le RCN

Kampala, de son côté, nie tout soutien aux forces armées anti-Kagame et accuse Kigali d'empêcher la libre circulation des biens et des personnes à leur frontière commune. En mars, le ministre rwandais des Affaires étrangères, Richard Sezibera, a conseillé aux Rwandais de ne plus se rendre en Ouganda, où une quarantaine de leurs concitoyens sont détenus, selon Kigali, et des centaines expulsés. Des commerçants rwandais ont dû fuir le pays après avoir été intimidés par le CMI, qui les accuse d'espionnage ou de possession d'armes et les rançonne. Par ailleurs, plusieurs officiers ougandais ont été arrêtés dans leur pays sur l'accusation d'agir en faveur de Kigali – des accusations qui auraient été formulées auprès de Museveni par le RNC, indiquait RFI en février dernier.

Marie-France Cros

Ces forces anti-Kagame sont regroupées dans la forêt de Bijombo, selon le rapport des experts de l'Onu.